

NOTE

du :	Secrétariat
au :	Groupe de travail V "Compétences complémentaires"
Objet :	Note de synthèse de la réunion du 7 octobre 2002

La première partie de la réunion a été consacrée à essayer de déterminer quelles sont les compétences de l'Union qui pourraient être classifiées dans la catégorie des compétences complémentaires. Le groupe a examiné le WD 29.

Un large consensus s'est dégagé concernant l'introduction dans la liste des matières suivantes: emploi, éducation, formation professionnelle, culture, réseaux transeuropéens et industrie. Une nette majorité s'est exprimée en faveur de l'exclusion de la liste de la coopération douanière et de la coopération au développement qui selon l'avis général devraient être considérés compétences partagées.

Les avis étaient partagés en ce qui concerne:

- la recherche (qui selon certains devait être classée dans les compétences partagées à cause de l'importance de son enveloppe budgétaire; la majorité considérant que l'enveloppe financière ne constitue pas l'un des critères pris en compte par le groupe dans la définition des compétences complémentaires);

- la santé publique (certains ont relevé que deux des trois cas mentionnés dans l'article 152 permettent à la Communauté d'agir à travers l'harmonisation des législations nationales, pour d'autres ces deux cas seraient des exceptions à la règle générale posée par le troisième cas: actions d'encouragement, qui exclue l'harmonisation) ;
- la protection des consommateurs (pour certains le rappel à l'article 95 figurant dans l'article 153 fait de cette matière une compétence partagée ; d'autres pensent que les mesures adoptées sur base de l'article 95, le sont au titre du marché intérieur et non de la protection des consommateurs qui resterait une compétence complémentaire).

L'éventualité d'introduire dans le traité la méthode ouverte de coordination a été aussi débattue. Pour plusieurs orateurs, cette question concerne les instruments d'action et non les compétences et dépasse par conséquent le mandat du groupe. Le Président a signalé qu'une mention serait introduite dans le rapport final dans ce sens.

Une large majorité de membres a considéré que le mandat n'autorise pas le groupe à proposer ni la réécriture des bases juridiques ni l'ajout de nouvelles compétences ou la suppression de celles existantes. Le président a indiqué que le groupe pourra communiquer aux organes compétents de la Convention les suggestions qui ont été faites en ce sens.

Un grand nombre de membres du groupe a souhaité l'introduction dans le traité d'un article concernant l'administration publique et la bonne gouvernance.

La deuxième partie de la réunion a été consacrée à l'examen du projet de rapport présenté par le président (WD 30). Le groupe a examiné les différentes sections du document.

En ce qui concerne la dénomination des compétences complémentaires, les avis étaient partagés: certains ont défendu les termes "mesures d'assistance" (assisting measures) proposés par le président, tandis que d'autres ont soutenu des expressions comme « mesures complémentaires » ou « actions complémentaires » (complementary measures or actions) ou même « mesures d'appui » (supporting measures).

La section 3 du document a été en général bien accueillie. Certains ont exprimé des doutes en ce qui concerne la proposition d'une reformulation éventuelle de la phrase du préambule du TCE "une Union sans cesse plus étroite".

La section 4 a reçu le soutien général, mais certains membres se sont inquiétés des références qui y figurent concernant deux traités distinctes et ont demandé des assurances en ce qui concerne les procédures de révision. A leur avis les bases juridiques actuelles doivent figurer dans un traité soumis aux mêmes règles de révision que le traité constitutionnel qui contiendrait "la délimitation fondamentale" des compétences.

En ce qui concerne la section 5, les avis étaient partagés sur l'avant-dernier tiret des recommandations. Certains ont exprimé des craintes quant à la rigidité de la phrase "aucun acte législatif (règlements et directives) ne peut être adopté au titre des mesures d'appui" et ont proposé entre autres d'ajouter "sauf dans les domaines prévus par le traité". D'autres ont signalé que cette phrase préjugait de la définition des instruments dont le groupe "simplification" est chargé.

Le groupe a décidé de tenir une réunion extraordinaire afin de compléter l'examen du document avant sa dernière réunion du 30 octobre.